Au fil de l’eau
Des questions, des réponses, des actions ...
Pour une gestion intégrée

Initiatives, préventions, innovations, la Province est aussi un acteur privilégié de la mise en place de la politique européenne de gestion durable des cours d’eau
Édito

Par la création, en 2008, d’une cellule environnement et la rédaction d’un plan provincial d’actions pour l’environnement, la Province de Namur a souhaité montrer sa volonté de participer activement à la protection de notre environnement et à l’amélioration de notre cadre de vie.

Cette volonté a été reconduite par le Collège provincial pour la législature 2012-2018. Informer et sensibiliser au respect de la nature fait partie de nos priorités. À chaque fois qu’un agent provincial se rend sur le terrain, il témoigne ainsi de l’importance de l’action provinciale et démontre le soutien qu’apportent les services provinciaux au quotidien aux administrations communales et aux citoyens. Chaque jour, quelles que soient nos attributions en tant que Député, nous ressentons la pertinence de notre action.

Pour ma part, étant en charge des Services Techniques Provinciaux, je peux le constater lorsque des dossiers touchant aux voiries provinciales, aux voiries vicinales et aux cours d’eau sont soumis à l’appréciation du Collège.

Le Collège provincial entend accroître ses interventions dans les travaux préventifs aux inondations et veiller au respect de la biodiversité sur les cours d’eau provinciaux et communaux. Une collaboration accrue avec les Contrats de rivière est également mise en place pour réaliser les inventaires nécessaires à la bonne gestion des cours d’eau. Augmenter les collaborations, c’est également se donner les moyens d’intéresser le grand public à cette problématique.

L’objectif de cette brochure est de vous informer pour mieux protéger la nature et la biodiversité souvent insoupçonnée de nos cours d’eau.

Je forme le vœu que ce document suscite votre attention car je suis convaincue que le transfert de connaissance est important pour notre milieu de vie mais surtout pour les générations à venir.

La Députée provinciale en charge de l’Environnement,
du Développement durable et des Services techniques
Faut-il entretenir les petits cours d’eau ?

Vous vous en doutez la réponse ne se résume pas à un oui ou un non.

Le petit ruisseau bucolique qui serpente à travers bois n’a en fait guère besoin qu’on s’occupe de lui. Il divague à gauche et à droite au fil de ses humeurs et ne rend de compte à personne.

Pourtant les cours d’eau ont fait l’objet de textes législatifs très tôt dans nos codes.

Peu après l’indépendance de la Belgique, et même avant, les ruisseaux étaient contrôlés, classés, entretenus.

Il faut dire qu’à l’époque, ils présentaient bien plus d’intérêts qu’aujourd’hui : à la fois source d’eau potable (la pollution était encore rarissime, cantonnée et non généralisée), source d’énergie (les vestiges de moulins et makas en attestent encore aujourd’hui), source de nourriture (pêche au saumon notamment : on trouve dans les contrats d’emploi des travailleurs flamands qui venaient en Wallonie démarier les betteraves, l’exigence de ne pas recevoir du saumon plus de trois fois par semaine).


Peu étonnant dès lors que leur entretien fut une préoccupation nationale. C’était l’époque du tout à la mer, le plus vite possible. D’où la nécessité d’avoir des cours d’eau bien entretenus, curés régulièrement, rectifiés le plus possible.
Ce n’est qu’au début des années soixante que les mentalités commencèrent à changer. Les cours d’eau n’ont plus été considérés uniquement comme des exutoires vers l’océan, leur importance comme écosystème particulier commença à être pris en compte.

Il était temps : l’urbanisation outrancière avait déjà créé des situations catastrophiques, l’imperméabilisation des surfaces créé une augmentation des ruissellements, la canalisation voire l’enfouissement des cours d’eau des complications inextricables.

À titre d’exemple : halls omnisport ou habitations construites en zones régulièrement inondées, coulées de boue, débordements d’égouts, voûtements mis sous pression, etc.

L’entretien des cours d’eau prend en compte aujourd’hui les erreurs du passé. De nouveaux outils mais aussi de nouvelles obligations ont vu le jour : interdiction de construire en zones inondables (cartographie existante), protection des zones urbanisées par accélération ou retenue des débits de crue, remises à ciel ouvert des parties couvertes, libre circulation des poissons, renaturation des cours d’eau (voir plus loin), lutte contre les nuisances des castors en zone d’habitats, surveillance des points noirs hérités du passé, etc.

En une cinquantaine d’années, le métier de gestionnaire des cours d’eau a changé du tout au tout, s’est adapté aux nouvelles préoccupations écologiques, aux nouvelles normes européennes, s’occupant autant aujourd’hui de l’aspect qualitatif que de l’aspect quantitatif, autant du lit mineur que du lit majeur voire de l’ensemble du bassin versant.

On parle d’ailleurs aujourd’hui de gestion intégrée des cours d’eau !
Hydromorphologie des cours d’eau ?

Une époque n’est pas l’autre. S’il était de mise il y a un demi-siècle encore de couvrir, canaliser, bétonner, rectifier les cours d’eau, il n’en est plus de même aujourd’hui. Ce qui paraissait « moderne » pour nos parents ou grands-parents, est complètement dépassé voire à éviter. Fini l’artificialisation, vive la re-naturalisation !

Il est « moderne » à présent de redonner aux cours d’eau leur aspect naturel. Qu’est-ce que cela signifie ?

Imaginer comment était le cours d’eau avant les interventions passées et tâcher de lui rendre cet aspect tout en tenant compte des impératifs présents et la protection des habitations contre les inondations.

**Quelques exemples :**

Le cours d’eau a été rectifié dans le passé (remis en ligne droite), le but était alors d’évacuer les eaux de crue le plus vite possible. Le résultat fut parfois une amélioration locale, mais plus généralement une aggravation des crues à l’aval. La création de nouveaux méandres ou le re-creusement des anciens méandres supprimés (et parfois encore visibles sur le terrain ou d’anciennes cartes) permet de ralentir l’eau à l’amont ou de s’épandre dans des zones peu impactantes, non urbanisées.

Le cours d’eau a été élargi pour permettre l’évacuation des crues. Résultat : la plupart du temps, il ne coule qu’un filet d’eau au milieu d’un lit surdimensionné causant des problèmes de sédimentation ou d’odeurs nauséabondes. La création d’un lit à deux étages, permet au ruisseau de s’écouler dans l’étage inférieur plus étroit en période d’été et d’emprunter l’étage supérieur généralement à sec en période de crue.

Le cours d’eau a été bétonné. Le but recherché était ici aussi une augmentation de la vitesse de l’eau donc une évacuation plus rapide, avec les mêmes résultats négatifs pour l’aval. Redonner au lit sa rugosité naturelle par la création d’un lit empierre et
de pente variée, avec alternance de courant rapide et de zones de calme, de zones profondes et peu profondes va non seulement permettre de ralentir la vitesse moyenne mais également de diversifier les habitats tant pour les poissons que la faune aquatique dans son ensemble et la flore et la faune rivulaires.

Un dernier exemple, celui des anciennes vannes ou barrages de moulin. Ces vannes représentent un obstacle infranchissable à la libre circulation des poissons, isolant ainsi des populations, ou empêchant la reproduction d’espèces comme la truite qui a besoin de frayères graveleuses et d’eau claire généralement plus commune dans les parties amonts des cours d’eau. L’intervention du gestionnaire dans ce cas-là sera soit un effacement pur et simple de l’obstacle par l’aménagement d’un lit en cascatterelles successives soit la création d’un bras de rivières de contournement de l’obstacle ou encore la création d’une passe à poisson parallèlement à la chute. Quelle que soit la solution retenue, il en résultera dans tous les cas une amélioration hydraulique également.

Ne pensez pas que ces travaux résultent d’une nouvelle fibre écologiste dans le chef du gestionnaire des cours d’eau. Ils sont le résultat de la prise de conscience environnementale de la société en général et de ses représentants politiques en particulier. Prise de conscience traduite en législation tant nationale qu’européenne : loi sur la libre circulation des poissons, directive cadre sur l’eau, etc.

On parle aujourd’hui d’hydromorphologie des cours d’eau ou encore de restauration hydromorphologique de ces derniers.

Le paradoxe de ces travaux, c’est qu’on ne les remarque pas, rien de spectaculaire, au contraire, bien faits, tout semble naturel, avoir toujours été là.
Il existe un cours d’eau provincial qui serpente au fond de mon jardin. Je souhaite couvrir ce cours d’eau en le canalisant à l’aide de tuyaux, de cette manière mon jardin n’en sera que plus uniforme ce qui me facilitera la vie pour tendre ma pelouse ! Suis-je autorisé à le faire ?

Bien sûr que NON !

En préambule, il est important de signaler que toute modification du cours d’eau, minime soit-elle, nécessite au préalable une autorisation délivrée par le Collège provincial. Il est à noter également que l’autorisation délivrée par le Collège provincial ne dispense pas le demandeur de susciter toute autre autorisation qui serait prévue par une loi ou un règlement (ex : un permis d’urbanisme).

La mission première du gestionnaire de cours d’eau est d’assurer le libre écoulement de l’eau. D’une manière générale, la couverture d’un cours d’eau est néfaste et constitue la « bête noire » du gestionnaire ! Les ouvrages mis en place sont à l’origine de nombreux problèmes.

Outre la surveillance, les réparations et l’entretien coûteux qu’ils nécessitent (et qui sont souvent réalisés trop tard), ils cachent des problèmes parfois imminents : quelques branchements coincés qui feront une obstruction lors de la prochaine crue. Il est de plus très difficile d’intervenir lorsque l’ouvrage est obstrué. Les ouvrages mis en place finissent donc immanquablement par se boucher et provoquent des débordements parfois dramatiques. Notons que l’ouvrage constitue en lui-même un frein au libre écoulement de l’eau car bien souvent mal dimensionné !
Inversement, canalisations et autres couvertures augmentent aussi la vitesse d’écoulement de l’eau : le pouvoir érosif de l’eau s’en trouve dès lors accentué induisant la dégradation du cours d’eau et des berges directement à l’aval de l’ouvrage.

Autre aspect : les eaux de ruissellement ne peuvent rejoindre aisément le cours d’eau (exutoire naturel), ce qui provoque parfois l’inondation de rues ou de parcelles entières.

**Et au niveau de la « qualité » du cours d’eau ?**

La couverture d’un cours d’eau artificialise incontestablement le cours d’eau. Celui-ci est privé de lumière et d’oxygène et la vie y est réduite ; ses facultés d’auto-épuration diminuent.

Par ailleurs, les ouvrages mis en place constituent bien souvent un obstacle à la libre circulation du poisson, aussi bien à la montaison qu’à la dévalaison. En effet, par manque d’attractivité, par des vitesses d’écoulement dépassant la capacité de nage de certaines espèces ou encore par le simple fait de constituer une barrière physiquement infranchissable, la migration du poisson est entravée, l’empêchant d’atteindre, par exemple, les zones propices à la reproduction.

**A retenir :**

pour ces multiples raisons, le Service technique provincial - Cellule « cours d’eau » - remet depuis plusieurs années un avis défavorable aux demandes de couverture du cours d’eau.
La réponse à la question précédente m’ayant convaincu de ne pas couvrir le cours d’eau au fond de mon jardin, puis-je néanmoins y déposer les tontes de pelouse et autres déchets verts le long de la berge ?

Cela serait une très mauvaise idée.

Le dépôt de tontes de pelouse sur les rives ou les berges du cours d’eau empêche la végétation de s’y développer correctement. Dès lors, les berges dénuées de végétation sont fragilisées et sujettes à une érosion accrue par un manque d’ancrage dû aux systèmes racinaires absents. Les berges ainsi mises à nu peuvent se déstabiliser au risque de s’effondrer. Les dépôts peuvent aussi être emportés par le cours d’eau et s’agglomérer en embâcle un peu plus loin.

Ces dépôts polluent la rivière : en se décomposant dans l’eau, les déchets verts contribuent à la pollution organique et accentuent le phénomène d’eutrophisation (prolifération de la végétation provoquant un appauvrissement du milieu en oxygène). Ils engendrent également des odeurs nauséabondes et une prolifération d’animaux indésirables.

Une baisse de biodiversité est également observée : prolifération d’orties, de liséronds voire de plantes invasives qui ont la faculté de se développer rapidement dans les milieux fragilisés au détriment de la flore locale.

Dépôts de tontes de pelouse et autres déchets verts sur la berge du cours d’eau

Conséquence : berge mise à nu
Je désire aménager quelque peu mon jardin et notamment réaliser diverses plantations le long du cours d'eau. Que me conseillez-vous ?

 Certainement pas des résineux ! De manière générale, ceux-ci provoquent une absence de lumière au sol (car bien trop souvent plantés densément et de manière régulière) et empêchent la pousse de plantes herbacées, qui contribuent à la stabilité des berges et des rives. Les berges fragilisées sont ainsi le siège d'érosions importantes pouvant provoquer une entrave au bon écoulement de l'eau et, par conséquent, des inondations potentielles.

 La législation impose par ailleurs un recul de minimum 6 mètres par rapport à la crête de berge du cours d'eau pour la plantation de résineux. Cette distance est portée à 12 mètres en zone boisée et forêts.

 Quelles essences dois-je alors privilégier ?

 Des essences régionales compatibles avec l'environnement telles que l'Aulne glutineux, le Châtaignier, le Noisetier, le Hêtre, le Frêne commun, le Prunellier, l'Orme ou encore le Saule blanc (liste non exhaustive).

 A noter :

 la ripisylve (formations végétales qui se développent sur les bords des cours d'eau) ne se limite évidemment pas une végétation ligneuse. Elle est en réalité composée de formation végétale ligneuse et herbacée, jouant le rôle de transition entre le milieu aquatique et le milieu terrestre. Malheureusement, de nos jours, cette ripisylve subit une pression plus ou moins forte suite, entre autres, à l'urbanisation et à l'agriculture qui ont réduit voire détruit la ripisylve dans certains cas. Elle a pourtant un rôle essentiel dans l'équilibre écologique de la rivière et participe activement à la stabilité des berges du cours d'eau.
Quelle distance dois-je respecter en termes de plantations le long du cours d’eau ?

Les arbres à hautes tiges ne peuvent être plantés à moins de 2 mètres de la limite de propriété. Une distance de 0,5 mètre doit être respectée pour les autres arbres et haies vives.

Ce dernier paragraphe introduit la notion de propriété. La loi de 1967 relative aux cours d’eau non navigables dispose que le lit du cours d’eau est présumé propriété du gestionnaire du cours d’eau. Le lit du cours d’eau intègre ici le chenal d’écoulement et les berges du cours d’eau jusqu’à la crête de berge (c’est-à-dire le « dessus » des berges). Par accession, la végétation naturellement en place dans le lit du cours d’eau est également la propriété du gestionnaire. Cela ne concerne bien évidemment pas les arbres plantés à équidistance du fait du riverain.

En vrac, selon diverses législations, quelques distances à retenir :

- aucun dépôt ne peut être fait dans une zone située à moins de deux mètres de la crête des berges ;
- la partie de la clôture située en bordure de cours d’eau doit se trouver à une distance de 0,75 à 1 mètre mesurée à partir de la crête de berge ;
- il est interdit de labourer, de herser, de bêcher ou d’ameublir d’une autre manière la bande de terre d’une largeur de 0,50 mètre mesurée à partir de la crête de la berge du cours d’eau vers l’intérieur des terres ;
- une distance de 20 mètres pour le stockage du fumier au champ doit être respectée.
Je constate la présence de berce du Caucase le long d’un cours d’eau provincial. Que dois-je faire ?

Certaines espèces, telles la berce du Caucase, la balsamine de l’Himalaya ou encore les renouées asiatiques, ont été introduites par l’homme dans nos régions et se sont multipliées très rapidement dans le milieu environnemental, devenant ainsi invasives.

Le long des cours d’eau et des zones humides, ces végétaux invasifs causent rapidement de sérieux problèmes où ils concurrencent les plantes indigènes jusqu’à les faire disparaître complètement, ce qui réduit la biodiversité. Ils peuvent aussi participer à l’augmentation des risques d’érosion des berges.

Cette dynamique rapide de colonisation des milieux rivulaires via la voie d’eau (transport de graines ou de parties de la plante) nécessite d’agir au plus vite afin de limiter l’impact de ces plantes sur le milieu environnemental.
OUI et pas seulement pour la biodiversité ! La sève de la berce du Caucase contient des substances photosensibilisantes. Au contact de la peau, et en combinaison avec les radiations UV de la lumière solaire, elle provoque de sévères brûlures qui apparaissent seulement après quelques heures, voire quelques jours. En cas d’exposition à la sève de la plante, lavez soigneusement la peau avec de l’eau et du savon et évitez de l’exposer à la lumière du soleil pendant quelques journées. Appliquez une crème pour brûlures si des cloques apparaissent.

Si vous repérez une berce du Caucase le long d’un cours d’eau provincial, il faut immédiatement en avertir le gestionnaire de cours d’eau (Service technique provincial - Cellule « cours d’eau »).

En effet, depuis 2011, nous participons activement au plan wallon de lutte contre la berce du Caucase initié par le Service Public de Wallonie. Nos équipes ont été formées spécifiquement à la gestion de cette plante invasive. La gestion nécessite un équipement complet : gants imperméables (néoprène, nitrile, etc.), visières et vêtements de protection imperméables.
Un petit mot sur les renouées asiatiques :

actuellement, aucune mesure de gestion n’est réellement efficace. Il est donc nécessaire de ne pas disséminer des morceaux de tiges ou de racines (lors de fauches, d’arrachages, du transport de terres contaminées, etc.) dans l’environnement, particulièrement le long des cours d’eau. La fauche répétée des plants n’est pas conseillée. Elle occasionne un stress qui ne fait qu’augmenter la taille des massifs qui s’étendent alors en largeur, sans disparaître. En clair : avec les renouées asiatiques, il vaut mieux ne rien faire plutôt que de mal agir !
Le gestionnaire du cours d’eau doit-il procéder à la réparation du pont ?

Un pont permet de traverser le cours d’eau à pieds secs, il fait partie de la voirie et appartient donc au gestionnaire de la voirie. Le cours d’eau n’a pas besoin du pont pour couler, il s’écoulait d’ailleurs bien avant la construction du pont ! Il en va de même pour les passerelles et ponceaux permettant de rejoindre les propriétés riveraines du cours d’eau.

Les textes de loi sont très clairs sur ce point. En effet, l’article 9 de la loi de 1967 relative aux cours d’eau non navigables dispose : « les ponts et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par leur propriétaire ». Dès lors, dans le cas qui nous occupe, la Commune, gestionnaire de la voirie communale, doit procéder aux réparations nécessaires afin de garantir le passage de ses concitoyens en toute sécurité mais également afin d’éviter une obstruction totale du cours d’eau en cas d’effondrement du pont.

Dans ce cadre, afin d’éviter une entrave au libre écoulement, le Collège provincial peut activer certains leviers afin d’ordonner les travaux à charge du propriétaire défaillant. Il y a ici une notion de responsabilité du gestionnaire du cours d’eau de garantir le libre écoulement de l’eau.

Bon à savoir :

le Service technique provincial - Cellule « cours d’eau » - officie en tant que conseiller technique auprès des communes sur n’importe quelle question liée aux cours d’eau. Ce rôle de conseil, et l’aide conférée, peut également s’étendre à des volets administratifs et juridiques, voire se transformer en celui d’auteur de projet. Dans ce cas, les services techniques montent le dossier et établissent le cahier de charges pour le compte de la commune demandeuse, comme le ferait n’importe quel autre prestataire, contre juste rétribution.
Le cours d’eau provincial longeant ma propriété érode inlassablement mon terrain. Je dois continuellement reculer ma clôture à tel point que mon abri de jardin est menacé. À qui incombent les travaux de stabilisation de la berge ?

Les rivières constituent des systèmes qui, à première vue, semblent simples. En réalité ils sont très complexes. De multiples interactions mettent en jeu des équilibres fragiles. De la source jusqu’à l’embouchure tout change : le lit est tantôt large, tantôt étroit ; le courant lent ou rapide ; les eaux profondes ou moins profondes. Cette diversité du milieu se constate à toutes les échelles. Elle est à la base de la richesse de la vie dans nos cours d’eau.

Le cours d’eau est donc un milieu mouvant et vivant ! Le façonnement des berges par le cours d’eau revêt deux formes antagonistes mais complémentaires : d’une part, une érosion plus ou moins intense des berges concaves, d’autre part une accumulation plus ou moins importante contre les berges convexes.

Il s’agit là d’un processus naturel, d’un équilibre. Ainsi les processus de transport des matériaux et ceux de sédimentation permettent l’établissement de dépôts alluvionnaire utiles pour l’installation de plantes aquatiques. Ailleurs, l’érosion peut créer de nombreux habitats différents, ce qui augmente la diversité faunique.

Néanmoins, la loi de 1967 relative aux cours d’eau non navigables met à charge de l’autorité gestionnaire du cours d’eau les « travaux ordinaires de curage, d’entretien et de réparation » et notamment la réparation des rives affaissées lorsqu’il y a une entrave à l’écoulement de l’eau.
Il se peut cependant que l’érosion de la berge ne nuise pas au bon écoulement des eaux. Il s’agit là d’une question de fait. L’obligation légale de réaliser les travaux d’entretien qui pèse sur l’autorité gestionnaire n’implique pas celle de protéger les propriétés riveraines contre des érosions qui ne nuisent pas au bon écoulement des eaux. Dans ce cas, les réparations ou autres stabilisations de la berge seront à charge du propriétaire riverain demandeur. Rappelons que dans ce cas, il devra obtenir une autorisation préalable du Collège provincial pour effectuer ces travaux.

A retenir :

le rôle du gestionnaire de cours d’eau n’est pas de cadenasser le cours d’eau dans un tracé figé, son rôle est bien de veiller au libre écoulement de l’eau. Le cours d’eau est un milieu vivant libre de se mouvoir...
Je suis intéressé par l’achat d’un terrain en vue d’y construire une habitation unifamiliale. Le terrain en question est longé par un petit cours d’eau. Dans ce cas de figure, existe-t-il des impositions particulières à respecter ? A qui puis-je m’adresser pour obtenir des renseignements ?

La présence d’un cours d’eau à proximité d’un terrain à bâtir est un élément crucial dont le candidat bâtisseur doit tenir compte dans l’élaboration de son projet. En effet, peu importe la taille du cours d’eau, celui-ci est naturellement sujet à des crues pouvant déboucher à un moment donné sur le débordement du cours d’eau.

Plus concrètement, le cours d’eau comprend à la fois un *lit mineur* qui correspond au chenal d’écoulement du cours d’eau, délimité par les crêtes de berge et un *lit majeur*. Ce lit majeur correspond à la zone adjacente au chenal qui, en cas de crue, est inondée et joue le rôle de « zone de stockage » naturelle des eaux de débordement.

![Diagram of a river with a minor and a major bed](image)

De nombreux terrains à bâtir se situent dans le lit majeur du cours d’eau. Dès lors, existe-t-il un risque d’être inondé ? La réponse à cette question est bien évidemment OUI !

Depuis 2007, il existe une *cartographie de l’aléa inondation par débordement de cours d’eau* couvrant l’ensemble du territoire wallon. Cette cartographie est approuvée par le Gouvernement wallon.
L’aléa d’inondation par débordement de cours d’eau comprend les zones dans lesquelles des inondations sont susceptibles de se produire, de façon plus ou moins importante et fréquente, suite au débordement « naturel » de cours d’eau. La carte de l’aléa d’inondation représente donc des zones où il existe un risque d’inondation, même aux endroits où aucune inondation n’est présente dans les mémoires. Inversement, l’absence d’une zone d’aléa sur la carte ne peut garantir qu’une inondation ne s’y produira jamais.

Cette carte ne concerne pas les inondations trouvant leur origine dans le ruissellement, du refoulement d’égouts, de la remontée de nappe phréatique ou de phénomènes apparentés. Il n’est ici question que de problèmes d’inondations trouvant leur origine dans le débordement de cours d’eau.

L’étendue des zones d’aléa inondation correspond à l’étendue du lit majeur du cours d’eau. La carte délimite des zones caractérisées par une valeur d’aléa : en fonction de la hauteur de submersion et de la récurrence des inondations, trois valeurs sont possibles : faible, moyenne et élevée.

La cartographie de l’aléa inondation par débordement de cours d’eau est consultable directement sur le Géoportail de la Wallonie (http://geoportail.wallonie.be).

**Qui dois-je alors contacter pour obtenir un avis technique sur la faisabilité de mon projet ?**

La règle est simple : pour les cours d’eau non navigables ne dépendant pas de la Région wallonne, il faut contacter le gestionnaire de cours d’eau provincial (Service technique provincial - Cellule « cours d’eau »).
Le gestionnaire de cours d’eau peut alors vous renseigner sur la valeur de l’aléa inondation par débordement de cours d’eau, vous conseiller sur les choix à opérer et surtout attirer votre attention sur les choses à ne pas faire ! Une visite de terrain peut aussi être envisagée ; elle est même souvent conseillée.

Du point de vue du gestionnaire de cours d’eau, les éléments primordiaux à prendre en compte dans les avis que nous remettons sont les suivants :

(1) **La préservation du lit mineur du cours d’eau**

Le gestionnaire de cours d’eau veille à l’intégrité du cours d’eau. Il ne faudra en aucun cas obstruer le libre écoulement de l’eau dans son chenal. À cette fin, nous imposons, pour toute construction en bordure de cours d’eau, le respect d’une distance minimale de 5 mètres entre la crête de berge du cours d’eau et la construction. Cette précaution est nécessaire en ce qui concerne la stabilité des berges (intégrité du cours d’eau) et des bâtiments et permet également de nous garantir une servitude d’accès au cours d’eau (circulation dans et sur le cours d’eau lors de la réalisation des travaux ordinaires d’entretien, de curage et de réparation des cours d’eau).

(2) **La limitation des perturbations dans le lit majeur du cours d’eau**

Le gestionnaire de cours d’eau veille à préserver le lit majeur du cours d’eau en tant que « zone de stockage » naturelle des eaux de débordement. Pour cela, 2 priorités :
- pas de remblais dans le lit majeur : on maintient le relief naturel du sol ;

**Bon à savoir :**

en empêchant le cours d’eau de déborder en un endroit donné (ex : le lit majeur a été remblayé), on amplifie les problèmes d’inondation à l’aval !
(3) *La mise en sécurité des futurs occupants par rapport au risque de l’inondation*  

Le gestionnaire de cours d’eau veille à la sécurité des futurs occupants. En fonction de la situation et de la valeur de l’aléa d’inondation, diverses solutions peuvent être envisagées : surélever le niveau habitable de quelques dizaines de centimètres, construire sur pilotis, ne pas réaliser de niveau enterrés telles que des caves ou garages, déplacer le projet hors de la zone d’aléa d’inondation, etc.

**En règle générale :**

il vaut mieux éviter d’implanter une habitation dans le lit majeur du cours d’eau...

Enfin, signalons que de toute manière, dans le cadre de l’introduction d’une demande de permis d’urbanisme auprès de votre Commune, cette dernière sollicite automatiquement l’avis technique du gestionnaire provincial dans la mesure où un cours d’eau est présent. Cet avis permet aux autorités communales d’octroyer (parfois sous certaines conditions) ou non le permis d’urbanisme en toute connaissance de cause.
J’ai également entendu parler d’inondations par « coulées boueuses ». En quoi ces inondations sont-elles différentes des inondations par débordement du cours d’eau ? Qui est susceptible de me fournir des informations à ce sujet ?

Bien que les deux phénomènes soient liés en grande partie aux précipitations, les inondations par « coulées boueuses » trouvent leur origine dans les eaux de ruissellement qui se concentrent de manière plus ou moins naturelle sur le bassin versant c’est-à-dire la portion de territoire délimitée par des lignes de crête, dont les eaux alimentent un exutoire commun. Les axes de concentration du ruissellement sur le bassin versant sont communément appelé thalwegs secs.

Représentation schématique d’un bassin versant

Les eaux de ruissellement, en fonction des caractéristiques du sol et de son occupation, sont plus ou moins chargées en sédiments (boues). Ces coulées boueuses provoquent des dégâts aux cultures et une baisse de la productivité agricole, des dégâts aux voiries et habitations et induisent, lorsque ces dernières aboutissent dans le cours d’eau, une destruction de la vie aquatique (le cours d’eau constitue l’exutoire naturel des eaux de ruissellement).
La problématique des coulées boueuses sort du champ d’action strict du gestionnaire de cours d’eau. En effet, ces phénomènes sont liés essentiellement aux pratiques agricoles, à l’urbanisation des bassins versants ruraux, à l’imperméabilisation des sols et, plus globalement, à l’aménagement du territoire. Comme nous venons de l’évoquer, elle impacte néanmoins le cours d’eau !

**Qui dois-je alors contacter pour obtenir des informations à ce sujet ?**

La cellule **GISER** (Gestion intégrée sol - érosion - ruissellement) du Service Public de Wallonie (www.giser.be).

GISER est un pôle de recherche et d’information technique sur l’érosion des terres agricoles en Région wallonne. Ses missions sont d’améliorer les connaissances sur les phénomènes érosifs, d’émettre des recommandations techniques, de stimuler les partages d’expériences, et d’informer sur les méthodes de Gestion intégrée Sol Erosion Ruissellement.

GISER travaille en partenariat avec les services agricoles provinciaux, les contrats rivière, les filières agricoles, les conseillers agro-environnementaux, les nombreuses associations d’encaissement agricole et les agriculteurs.

La cellule GISER est souvent méconnue des communes. Pourtant, elle fournit un diagnostic gratuit aux communes demanderesse (cartographie des points noirs) et propose des solutions aux problèmes d’inondations par coulées boueuses.
Bon à savoir :

la nouvelle version de la cartographie d’aléa inondation intègre également les zones à risque de ruissellement concentré !
Notes
Des questions, des réponses, des actions ...
Pour une gestion intégrée

Service provincial Voies, Cours d’eau, Environnement
Chaussée de Charleroi 85 - B-5000 Namur
Tél. : +32(0)81 776 706
Fax : +32(0)81 776 971
service.technique@province.namur.be

www.province.namur.be

Editeur responsable : Province de Namur, Place Saint-Aubain, 2
à 5000 NAMUR - sorti des presses de l’imprimerie provinciale